

**Syrie - Adoption de la résolution
2401 du Conseil de sécurité -
Entretien téléphonique de M.
Emmanuel Macron, président de la
République, et de Mme Angela
Merkel, chancelière allemande, avec
M. Vladimir Poutine, président de
la Fédération de Russie -
Communiqué de la présidence de la
République
(Paris, 25 février 2018)**

Le président de la République et la chancelière allemande se sont entretenus ce matin par téléphone avec le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine.

Ils ont salué l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de l'ONU d'une résolution opérationnelle demandant une cessation des hostilités de 30 jours en Syrie pour acheminer l'aide humanitaire et évacuer les blessés et malades qui en ont besoin.

Il s'agit d'une première étape qui répond à une urgence humanitaire majeure, notamment dans la Ghouta orientale.

Le président français et la chancelière allemande ont appelé la Russie à exercer une pression maximale sur le régime syrien, afin que les bombardements indiscriminés cessent immédiatement et que la résolution de l'ONU soit mise en oeuvre sans délai, avec la mise en place d'un mécanisme robuste de surveillance.

Tous ceux qui ont une influence sur le terrain doivent contribuer à cette mise en oeuvre, en particulier les pays du format "d'Astana", la Russie, l'Iran et la Turquie.

Le président de la République a souligné que la France sera extrêmement vigilante pour que la résolution adoptée à l'ONU ne reste pas lettre morte et que des avancées concrètes, rapides et à l'échelle des besoins aient lieu sur le terrain pour soulager les souffrances des civils, comme le demandent les Nations Unies et les organisations humanitaires depuis des mois. La France est prête à les soutenir activement.

Le président de la République et la Chancelière allemande ont également souligné que la cessation des hostilités devait permettre de réunir la communauté internationale autour d'une solution politique sur des bases crédibles, dans le cadre du processus de Genève. La France et l'Allemagne sont prêtes à y travailler avec la Russie et leurs partenaires européens.

C'est dans ce cadre que le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, se rendra à Moscou le 27 février./.

(Service de presse de la présidence de la République)